



COMMUNIQUE CONFEDERAL

Dès le 7 mars, « la France à l'arrêt » !

La Confédération a réuni l'ensemble de ses fédérations afin de continuer la mobilisation contre la réforme des retraites et de préparer « la France à l'arrêt », dès le 7 mars. Toutes ont répondu présentes.

Pour ce faire, les fédérations appellent leurs syndicats et leurs sections syndicales à organiser des Assemblées générales, pour informer les travailleuses et travailleurs du privé comme du public et à préparer le blocage de l'économie dès le 7 mars par la grève et les actions décidées par les travailleurs.

Nous étions des millions de travailleuses et de travailleurs, de retraités et de jeunes présents aux différentes mobilisations du 19 et du 31 janvier, du 7, 11 et 16 février 2023.

Le 7 mars, capitalisons cette dynamique, et comptons sur le soutien de tous les Français pour faire entendre raison au gouvernement.

FO dénonce l'attitude du Président de la République et de son gouvernement qui s'obstinent à porter cette réforme malgré les mobilisations massives et déterminées de millions de personnes depuis le 19 janvier. A ce titre, l'intersyndicale a adressé un courrier aux députés et aux sénateurs afin de les mettre face à leurs responsabilités et leur demander de rejeter ce projet.

FO conteste ce projet de réforme injuste et brutal et mettra tout en œuvre pour qu'il soit retiré.

Frédéric SOUILLOT
Secrétaire général
01.40.52.86.01

Madame Elisabeth BORNE
Première Ministre
Hôtel de Matignon
57 rue de Varenne
75007 PARIS

Paris, le 16 février 2023

Madame la Première Ministre,

Je tiens, par la présente, à vous informer officiellement que la Confédération générale du travail - Force Ouvrière appelle les salariés et travailleurs du privé et du public à la mobilisation et à la grève contre le projet de réforme des retraites, prévoyant le report de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans et l'accélération de l'augmentation de la durée de cotisation dans tous les secteurs à partir du mardi 7 mars 2023.

Les mobilisations précédentes ont été suivies massivement par les travailleuses et travailleurs, jeunes, retraités, les sondages démontrent que plus de deux tiers de français soutiennent ce mouvement, la pétition lancée par l'intersyndicale a dépassé le million de signatures. Malgré cela, le Gouvernement semble refuser de voir et d'entendre le rejet qui s'exprime contre ce projet de réforme perçu comme injuste et brutal.

Nous maintenons que ce n'est pas le système actuel et ses régimes qui sont sources de difficultés, mais les difficultés d'accès à un emploi de qualité, à temps plein, pérenne et source d'évolution professionnelle, pour toutes et tous.

Et, nous demeurons fermement opposés à tout recul de l'âge légal de départ à la retraite et à tout allongement de la durée de cotisation et demandons le retrait de ce projet de réforme.

Ce courrier vaut préavis de grève pour les secteurs où la législation y oblige.

Je vous prie d'agréer, Madame la Première ministre, l'expression de ma très haute considération.

Frédéric SOUILLOT
Secrétaire général





Paris, le 14 février 2023

Madame, Monsieur, la, le député(e),

L'intersyndicale constituée depuis juillet 2022, et profondément unie dans le rejet du projet de réforme des retraites, souhaite vous interpeller de façon très solennelle et grave sur la crise politique et sociale que traverse actuellement notre pays, en raison de l'entêtement incompréhensible du gouvernement.

Il n'est jamais inutile de répéter les raisons de la colère. Les arguments portés par l'intersyndicale sont solides, justes. Aujourd'hui, ils sont repris par l'immense majorité des médias, des expertes et experts. Ils ont convaincu l'opinion publique et ne peuvent, Madame, Monsieur, la, le député, avoir échappé à votre sagacité.

Notre système de retraites par répartition auquel nous sommes très attachés n'est pas menacé et l'exécutif dramatise la situation de manière caricaturale. En effet, il intègre notamment à ses calculs, le poids des pensions des fonctionnaires sous financé par l'Etat, ce qui est une hérésie. L'objectif est de faire une réforme budgétaire en ne sollicitant que les efforts des travailleurs, sans jamais remettre en cause des aides aux entreprises sans aucune contrepartie, la baisse permanente des impôts sur les entreprises, le renoncement à la lutte contre l'optimisation fiscale ou encore la course à l'extravagance financière qui déséquilibre chaque jour un peu plus la répartition des richesses.

Cette présentation caricaturale d'un besoin urgent de réforme du système des retraites se pare d'intentions nobles, toutes plus fausses les unes que les autres. Ce projet serait ainsi, selon le gouvernement, une réforme de justice sociale favorable aux femmes, aux petits revenus et permettant une avancée notoire avec un minimum vieillesse porté à 1200 euros...

La vérité est toute autre. Les femmes comptent parmi les grandes victimes de cette réforme avec l'annulation de l'effet bonificateur des maternités, les travailleurs et travailleuses ayant commencé à travailler tôt vont travailler encore davantage et seule une petite partie des retraité.e.s sera concernée par la mesure des 1200 euros mensuels. Le reste des mesures d'accompagnement de la disposition phare du recul de l'âge et de l'accélération de la réforme Touraine, ne sont que des tentatives d'amortissement des conséquences de cette disposition injuste.

La chance et le drame du pays c'est que les citoyennes et citoyens, salarié.e.s, et fonctionnaires se sont aperçus des contre-vérités, en même temps qu'ils ne se découvraient aucune appétence pour travailler dans des organisations où ils se sentent très souvent indésirables dès 55 ans.

C'est une chance parce qu'ils le manifestent, dans des cortèges d'une importance inédite à Paris et en Province, par la signature d'une pétition ayant reçu à ce jour un million de signatures, par des réponses aux nombreux sondages témoignant chaque semaine davantage du rejet massif par la population de cette réforme.

C'est un drame parce que le gouvernement reste sourd à une argumentation technique solide, ancrée dans la réalité du travail. Le gouvernement reste sourd à cette volonté populaire et l'incompréhension a laissé place à l'indignation, ainsi qu'à la colère dans un contexte d'après-pandémie, de guerre en Europe, de baisse du pouvoir d'achat et de crainte généralisée pour l'avenir.

C'est la raison pour laquelle, Madame, Monsieur, la, le député(e), l'intersyndicale se tourne vers vous, la représentation nationale. Nous sommes persuadés que jamais vous n'aurez une occasion plus belle de prouver que votre travail consiste à relayer dans l'Hémicycle les aspirations des citoyennes et citoyens, qu'en vous opposant à cette réforme.

Il ne s'agit pas seulement d'empêcher l'adoption et la mise en place d'un dispositif injuste, il s'agit également de redonner à la Nation, confiance dans la réalité et la vigueur de sa démocratie et de maintenir une cohésion sociale menacée.

Nous vous demandons donc solennellement de voter le rejet de ce projet de loi et plus particulièrement son article 7. Nos représentantes et représentants sont, si vous le pensez utile, disponibles pour vous rencontrer et vous exposer nos positions argumentées et vous convaincre.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, la, le député(e), nos salutations démocratiques.

L'intersyndicale.



Paris, le 14 février 2023

Mesdames, Messieurs les Sénatrices et les Sénateurs,

L'intersyndicale constituée depuis juillet 2022, et profondément unie dans le rejet du projet de réforme des retraites, souhaite vous interpeller de façon très solennelle et grave sur la crise politique et sociale que traverse actuellement notre pays, en raison de l'entêtement incompréhensible du gouvernement.

Il n'est jamais inutile de répéter les raisons de la colère. Les arguments portés par l'intersyndicale sont solides, justes. Aujourd'hui, ils sont repris par l'immense majorité des médias, des expertes et experts. Ils ont convaincu l'opinion publique et ne peuvent, Mesdames, Messieurs les Sénatrices et les Sénateurs, avoir échappé à votre sagacité.

Notre système de retraites par répartition auquel nous sommes très attachés n'est pas menacé et l'exécutif dramatise la situation de manière caricaturale. En effet, il intègre notamment à ses calculs, le poids des pensions des fonctionnaires sous financé par l'Etat, ce qui est une hérésie. L'objectif est de faire une réforme budgétaire en ne sollicitant que les efforts des travailleurs, sans jamais remettre en cause les aides aux entreprises sans aucune contrepartie, la baisse permanente des impôts sur les entreprises, le renoncement à la lutte contre l'optimisation fiscale ou encore la course à l'extravagance financière qui déséquilibre chaque jour un peu plus la répartition des richesses.

Cette présentation caricaturale d'un besoin urgent de réforme du système des retraites se pare d'intentions nobles, toutes plus fausses les unes que les autres. Ce projet serait ainsi, selon le gouvernement, une réforme de justice sociale favorable aux femmes, aux petits revenus et permettant une avancée notoire avec un minimum vieillesse porté à 1200 euros...

La vérité est toute autre. Les femmes comptent parmi les grandes victimes de cette réforme avec l'annulation de l'effet bonificateur des maternités, les travailleurs et travailleuses ayant commencé à travailler tôt vont travailler encore davantage et seule une petite partie des retraité.e.s sera concernée par la mesure des 1200 euros mensuels. Le reste des mesures d'accompagnement de la disposition phare du recul de l'âge et de l'accélération de la réforme Touraine, ne sont que des tentatives d'amortissement des conséquences de cette disposition injuste.

La chance et le drame du pays c'est que les citoyennes et citoyens, salarié.e.s, et fonctionnaires se sont aperçus des contre-vérités, en même temps qu'ils ne se découvraient aucune appétence pour travailler dans des organisations où ils se sentent très souvent indésirables dès 55 ans.

C'est une chance parce qu'ils le manifestent, dans des cortèges d'une importance inédite à Paris et en Province, par la signature d'une pétition ayant reçu à ce jour un million de signatures, par des réponses aux nombreux sondages témoignant chaque semaine davantage du rejet massif par la population de cette réforme.

C'est un drame parce que le gouvernement reste sourd à une argumentation technique solide, ancrée dans la réalité du travail. Le gouvernement reste sourd à cette volonté populaire et l'incompréhension a laissé place à l'indignation, ainsi qu'à la colère dans un contexte d'après-pandémie, de guerre en Europe, de baisse du pouvoir d'achat et de crainte généralisée pour l'avenir.

C'est la raison pour laquelle, Mesdames, Messieurs les Sénatrices et les Sénateurs, l'intersyndicale se tourne vers vous, la représentation nationale. Nous sommes persuadés que jamais vous n'aurez une occasion plus belle de prouver que votre travail consiste à relayer dans l'Hémicycle les aspirations des citoyennes et citoyens, qu'en vous opposant à cette réforme.

Il ne s'agit pas seulement d'empêcher l'adoption et la mise en place d'un dispositif injuste, il s'agit également de redonner à la Nation, confiance dans la réalité et la vigueur de sa démocratie et de maintenir une cohésion sociale menacée.

Nous vous demandons donc solennellement de voter le rejet de ce projet de loi et plus particulièrement son article 7. Nos représentantes et représentants sont, si vous le pensez utile, disponibles pour vous rencontrer et vous exposer nos positions argumentées et vous convaincre.

Veillez agréer, Mesdames, Messieurs les Sénatrices et les Sénateurs, nos salutations démocratiques.

L'intersyndicale.